

Annexe 13

Confidentielle *ex parte*

Uniquement disponible aux participants et a



Name of Organisation

Synergie des Organisations de la Société Civile de l'Ituri

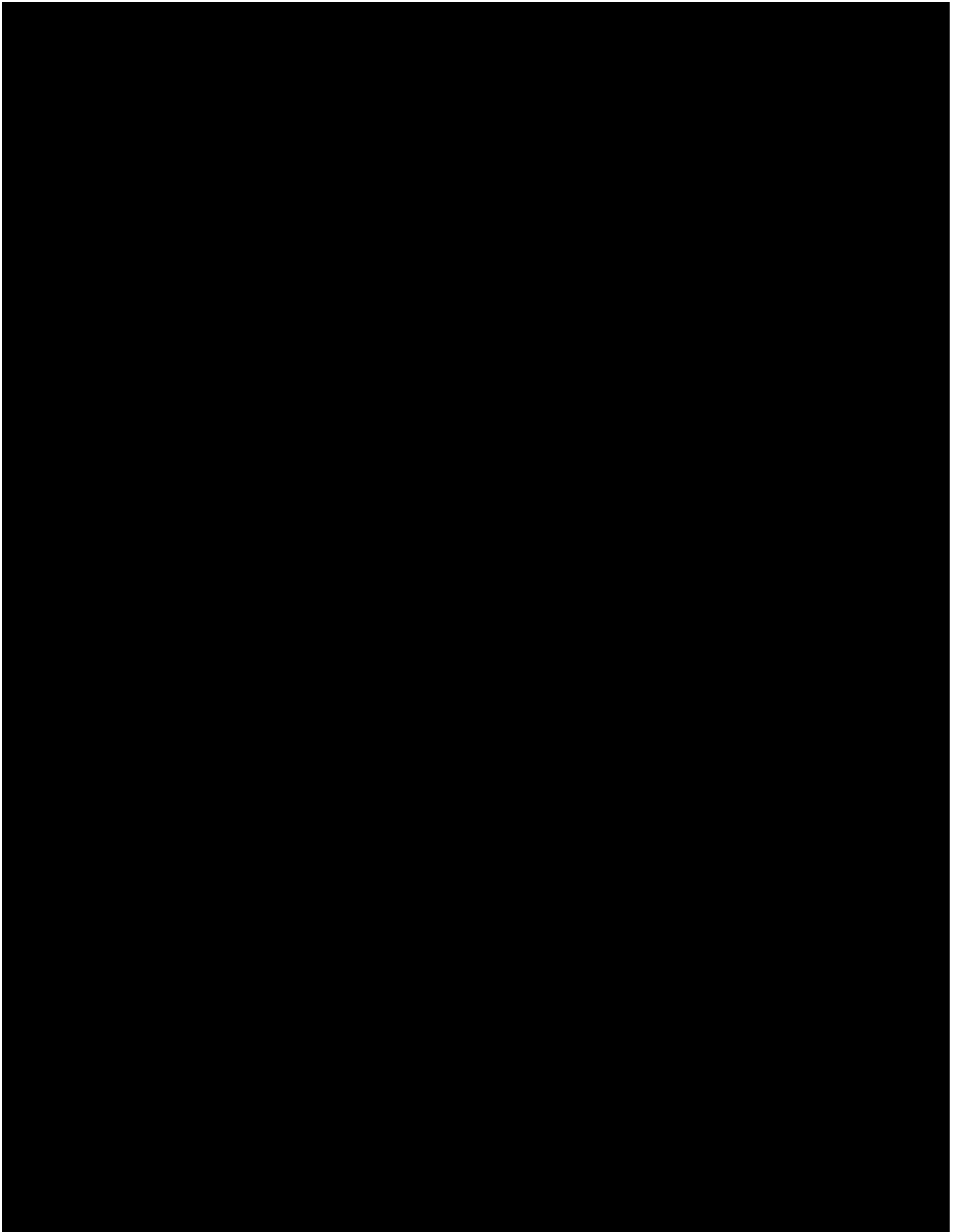
Title of Project:

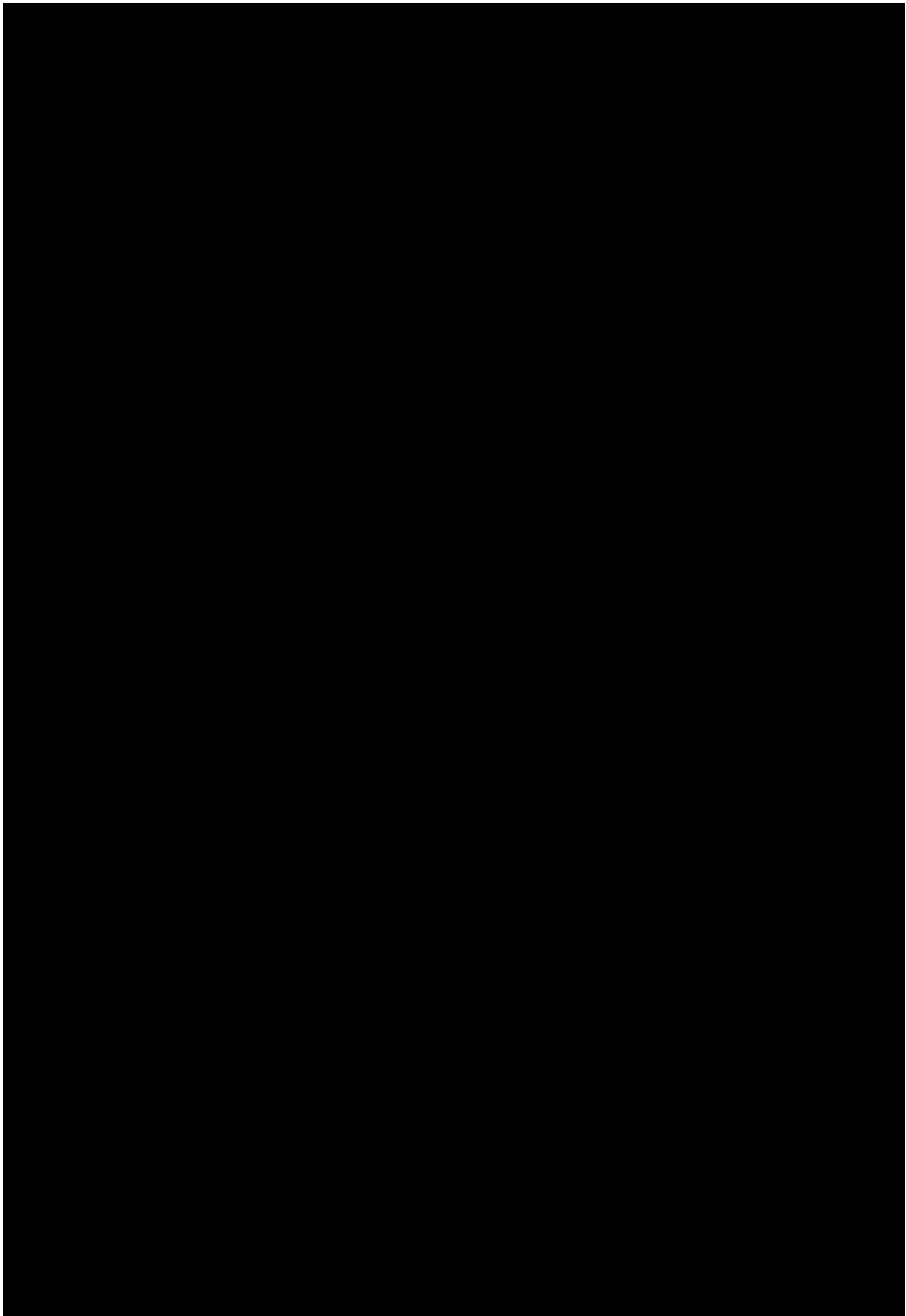
« Projet d'Amélioration de la gouvernance locale par la gestion pacifique des conflits, la protection de l'environnement et les Moyens d'Existence dans les Entités Territoriales Décentralisées en Province de l'Ituri, à l'Est de la RDC »

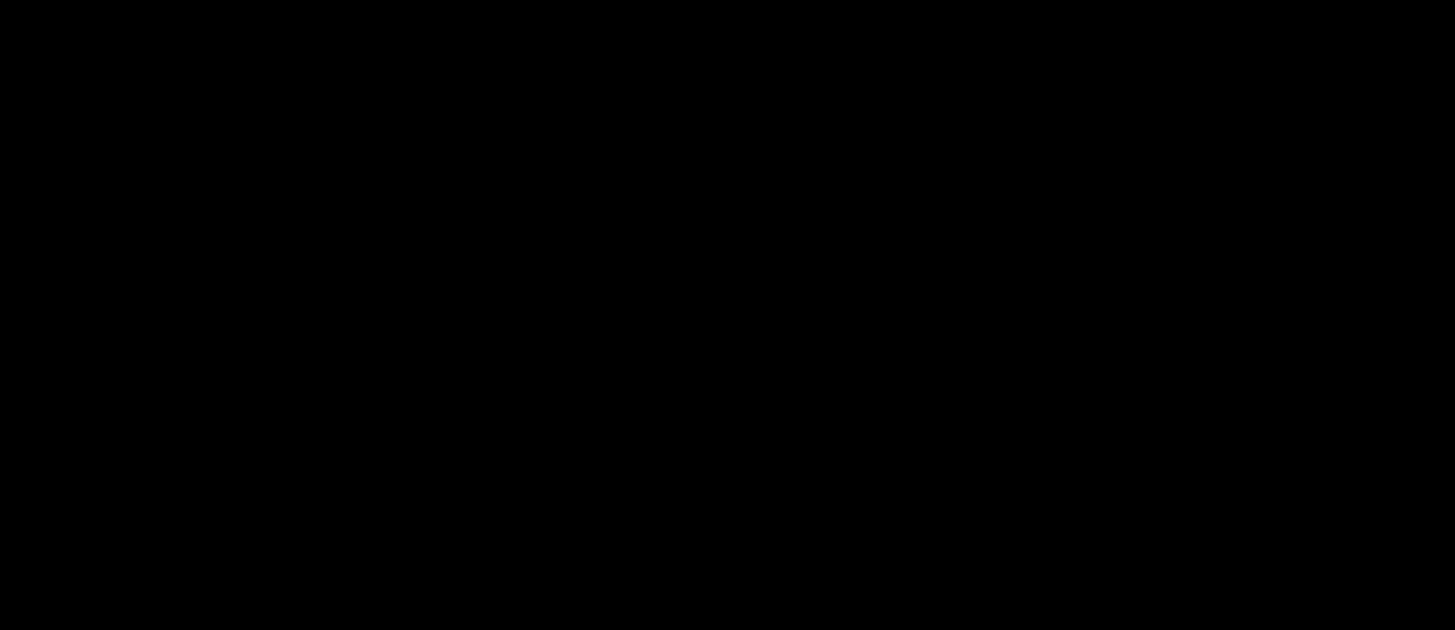
Date

Septembre 2016

1. PRESENTATION DE LA SYNERGIE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE







2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

La RDC est en train de sortir progressivement d'une décennie de guerres. Ces guerres ont non seulement causé des millions de morts, mais elles ont aussi poussé dans les rues des milliers des personnes. D'après les rapports des ONG, il y aurait plus de 2 millions de déplacés en RDC dont plus de trois quart à l'Est du pays. Malgré l'arrêt des hostilités, il y a près de deux ans, on dénonce encore dans cette partie du pays des violations massives des droits humains, spécialement dans les campagnes. L'insécurité qu'y font régner les milices locales et les bandes armées étrangères, sont à l'origine d'un exode rural massif dont l'ampleur n'est pas encore mise en évidence.

D'aucuns considèrent qu'à l'origine des conflits à l'Est de la RDC et particulièrement aux Kivus, au Nord Katanga et en Ituri, il y a des problèmes fonciers, la faiblesse de leadership des chefs locaux, les défis au processus de la décentralisation, la mauvaise gouvernance et la présence des groupes armés. En effet, le phénomène des groupes armés dans l'Est de la RDC est justifié par la mauvaise administration locale, l'absence de bonne politique en gestion des ressources naturelles, la corruption, la mauvaise application des textes légaux, conventions et accords entre le gouvernement et certains groupes armés, l'ignorance des droits, la xénophobie, les défis de la politique internationale dans la recherche de la paix, le non respect des engagements aux exigences de la politique régionale en matière de la sécurité, la porosité des frontières, etc.

Dans la Province de l'Ituri (Aru, Mambasa, Mahagi, Djugu et Irumu), la problématique de gouvernance, de conflit et de la sécurité communautaire est une réalité. En 2009, le rapport de la Société civile de l'Ituri présentait 1640 conflits à travers l'ensemble de l'Ituri. Quant aux

Territoires de Djugu et Itumu, ils abritaient respectivement 317 et 241 conflits de différents types en 2013. Pour l'heure, ces statistiques ont évoluées à la baisse grâce aux actions de quelques Organisations Non Gouvernementales dans certaines entités. Cependant, parmi ces conflits positivement transformés, certains rebondissent après quelques années au fil du temps. Il s'agit soit des conflits fonciers, des conflits de pouvoir coutumier, des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, des conflits des limites administratives, des conflits liés à la gouvernance, des conflits identitaires, des conflits générés par l'aide au développement ou des conflits liés aux aires protégées. D'où, la nécessité de mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et de gestion pacifique des conflits en vue de consolider la paix sociale.

Certes, ces problèmes sont présentés en termes de déséquilibre entre les besoins fonciers des populations et les disponibilités foncières. De même, la compétition autour des ressources (foncières, minières, halieutiques, forestières et pétrolières) devenues de plus en plus rares expliquerait les conflits récurrents dans ces régions. De 1998 à 2003, les conséquences des conflits (armés ou interethniques) ont été multiples à travers l'Est de la RD Congo en général et dans la Province de l'Ituri en particulier. De toute évidence, si l'on considère les diverses causes des conflits en Ituri, des solutions internationales, nationales et provinciales sont toutes aussi importantes que l'apport des solutions coutumières ou locales. Parce que, la résolution des conflits est une tâche de grande ampleur. Certes, l'on sait aussi que ces conflits causent des problèmes très graves aux personnes affectées et qu'ils ont tendance à dégénérer si on les laisse se développer. Il est donc important de leur apporter des solutions locales pour les régler le plus tôt et le plus efficacement possible.

C'est pourquoi, la Société civile de l'Ituri

« Amélioration de la gouvernance locale par la gestion pacifique des conflits, la protection de l'environnement et les Moyens d'Existence dans les Entités Territoriales Décentralisées en Province de l'Ituri, à l'Est de la RDC ».

3. OBJECTIFS

3.1 Objectif global

Contribuer à la bonne gouvernance par la gestion pacifique des conflits, la protection de
nce des communautés vivant dans la Province de l'Ituri

3.2 Objectifs spécifiques

De façon spécifique, le projet « Amélioration de la gouvernance locale pour la gestion pacifique des conflits et la consolidation de la paix dans les Entités Territoriales Décentralisées en Diocèse de Bunia, District de l'Ituri, Province Orientale, à l'Est de la RD Congo » vise les objectifs suivants :

- a) Renforcer l'interaction entre les chefs locaux (dirigeants) et les membres des communautés locales;
- b) Gérer pacifiquement les conflits (conflits fonciers, conflits de pouvoir, conflits liés aux ressources, conflits identitaires, conflits générés par les aides au développement, conflits des limites administratives...) à travers la Province de l'Ituri ;
- c) Reboiser les espaces forestiers détruits à travers les ETD de la Province;
- d) Réhabiliter de façon participative quelques infrastructures sociales à travers les ETD de la Province ;
- e) Renforcer la résilience des communautés au moyen des activités agricoles et l'alphabétisation des femmes.

4. ACTIVITES DU PROJET

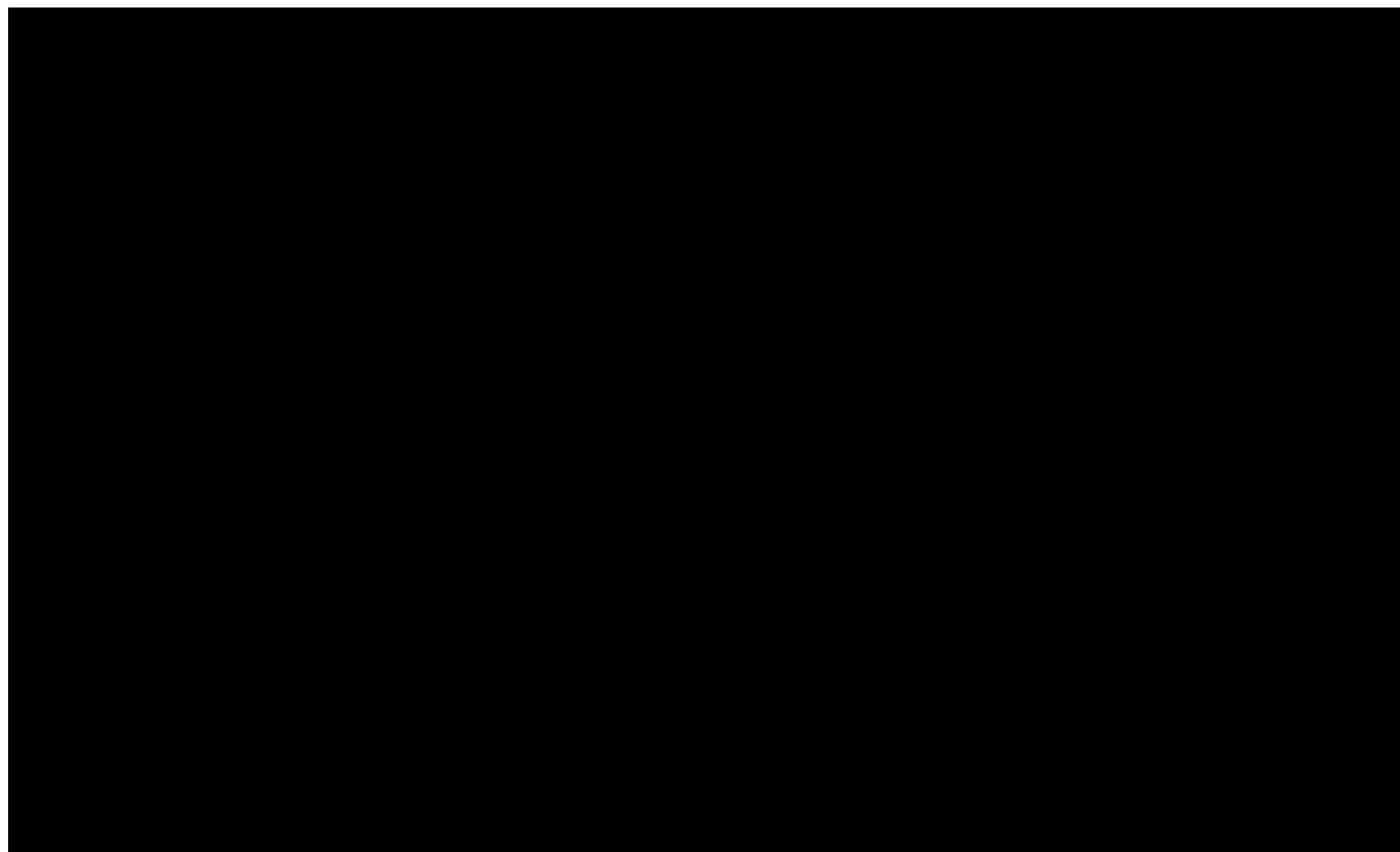
4.1 Description des activités

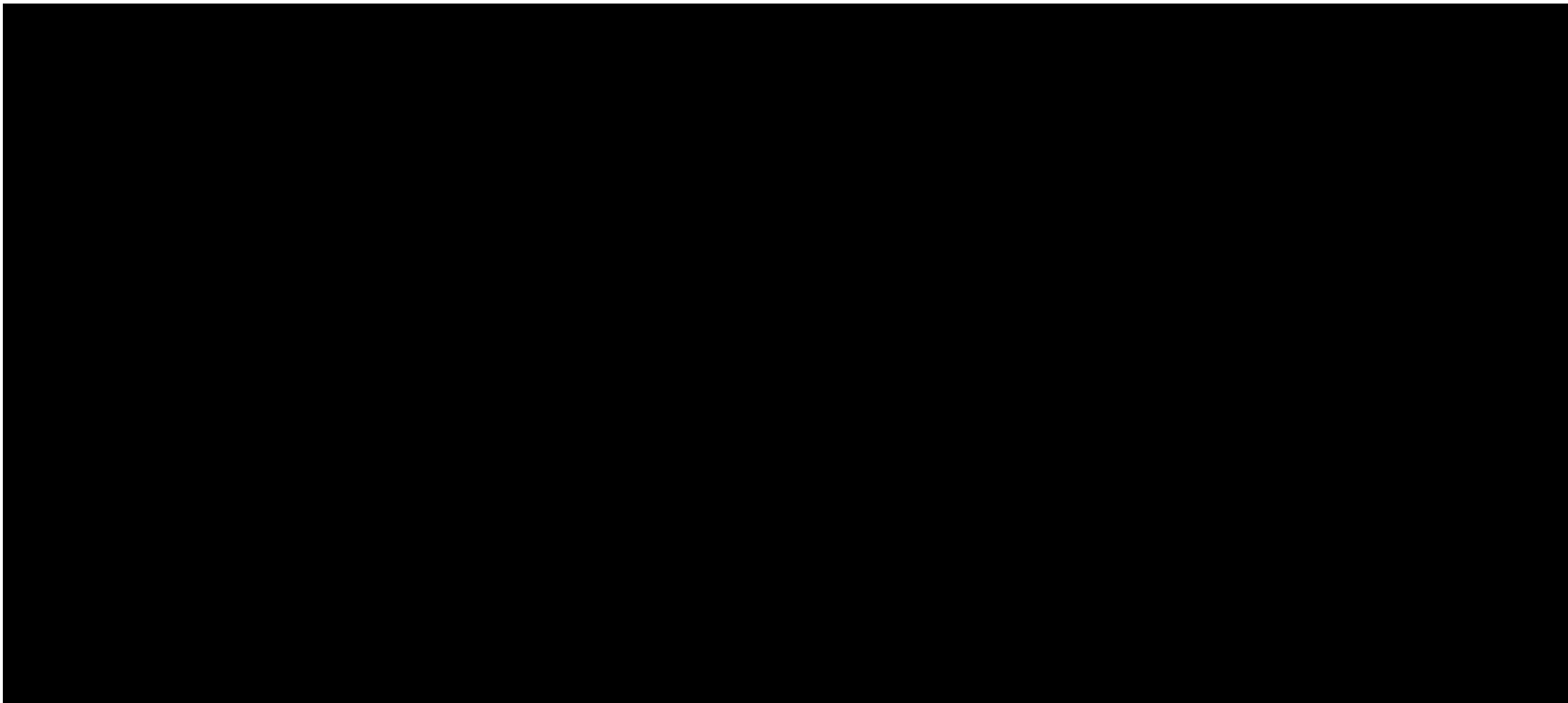
Les activités principales de ce projet consisteront à :

- Mener une étude de base (Evaluation initiale) dans chaque secteur avant la mise en œuvre du projet ;
- Redynamiser les structures de base communautaire ;
- Organiser l'Atelier de lancement et d'appropriation du projet par le staff du projet ;
- Produire les outils de sensibilisation sur la gestion pacifique des conflits, la gouvernance participative, la protection de l'environnement (dépliants, T-shirts, boîte à images, etc.) ;
- Former les membres des structures de base ;
- Renforcer les capacités des chefs coutumiers et des membres des structures de base en techniques de médiation et arbitrage, la résolution pacifique des conflits, les techniques d'analyse et de documentation des conflits et la gouvernance participative ;
- Redynamiser COCCI, structure regroupant les chefs des Secteurs et Chefferies de l'Ituri ;
- Appuyer les chefs coutumiers en fournitures de bureaux et en documentation écrites

(gestion pacifique des conflits, bonne gouvernance, ressources naturelles, décentralisation, etc.).

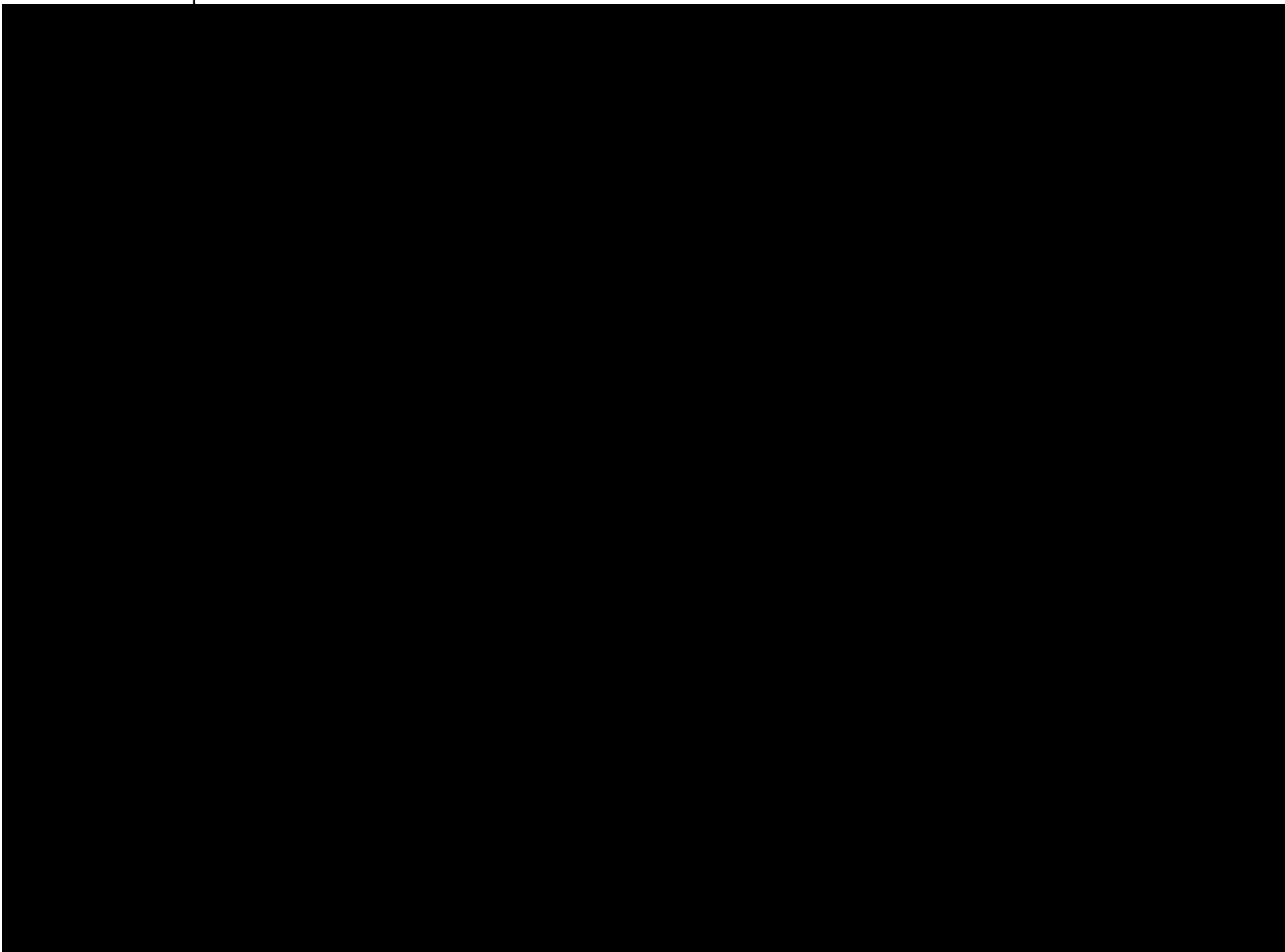
- Tenir l'Assemblée générale du collectif des chefs coutumiers de la Province de l'Ituri ;
- Tenir des rencontres [REDACTED] u niveau territorial;
- Surveiller et documenter (monitoring) les cas des violations des droits humains commis dans les sites d'exploitation minière, forestière ou pétrolière en Ituri, en vue de mener le plaidoyer en faveur des victimes. Cette activité se réalisera au moyen des outils de collecte de données mis en place;
- Animer des émissions Radiophoniques et des spots sur les défis de l'exploitation aurifère, l'agriculture responsable et le développement communautaire ;
- Organiser de grandes rencontres communautaires pour identifier les problèmes communautaires majeurs et y proposer des solutions de façon participative ;
- Organiser des vidéos-forum, des pièces des théâtres ayant trait à la problématique d'exploitation des ressources naturelles et des ballets culturels pour l'inclusion des communautés ;
- Reboiser des étendues rurales à travers les cinq Territoires composant la Province de l'Ituri ;
- Assurer l'alphabetisation des femmes à travers la Province ;
- Encadrement et accompagnement des agri-eleveurs de l'Ituri ;
- Organiser les Evaluations trimestrielles des activités du projet ;
- Assurer le Suivi des activités du projet.





5. RESULTATS ATTENDUS

Au terme de ce projet « Amélioration de la gouvernance locale par la gestion pacifique des conflits, la protection de l'environnement et les Moyens d'Existence dans les Entités Territoriales Décentralisées en Province de l'Ituri, à l'Est de la RDC », la Synergie de la Société civile de l'Ituri s'attend aux résultats suivants :

- a) Les relations entre les chefs locaux (dirigeants) et les membres des communautés locales renforcées;
 - b) Les conflits divers (conflits fonciers, conflits de pouvoir, conflits liés aux ressources, conflits identitaires, conflits générés par les aides au développement, conflits des limites administratives...) gérés pacifiquement à travers la Province de l'Ituri ;
 - c) Les espaces forestiers détruits reboisés à travers les ETD de la Province de l'Ituri;
 - d) Les infrastructures sociales de base réhabilitées de façon participative à travers les ETD de la Province de l'Ituri;
 - e) La résilience des communautés de l'Ituri renforcée au moyen des activités agricoles et l'alphabétisation.
- 

7. INDICATEURS DE SUIVI

Les éléments suivants constituent des indicateurs de suivi :

- Nombre de structures communautaires redynamisées;
- Qualité de relation entretenue entre les communautés socioculturelles de l'Ituri;
- Nombre d'infrastructures de base réhabilitées à travers les 5 Territoires de la Province de l'Ituri ;
- Nombre de conflits et des cas de violation de droits humains documentés dans les sites miniers et à travers les Entités Territoriales Décentralisées de l'Ituri ;
- Niveau d'interaction entre les dirigeants et les dirigés ;
- Les superficies emblavées à travers la Province de l'Ituri;
- Quantités annuelles de productions agricoles : végétales et animales ;
- Nombre des femmes formées dans les centres d'alphabétisation;
- Les superficies reboisées à travers les 5 Territoires de l'Ituri.

8. BENEFICIAIRES

- ***Bénéficiaires directs*** : 2 000 personnes (chefs des Secteurs /Chefferies, leaders communautaires et membres des Antennes de Société civile à travers les ETD)
 - ***Bénéficiaires indirects*** : 8 000 000 de personnes (population de l'Ituri).
- 